



Chefferie traditionnelle en Côte d'Ivoire: Quel bilan après l'institutionnalisation ?

Par Wohi Innocent Flan, Kaphalo Ségorbah Silwé et Joseph Koné



Introduction

Avant l'avènement de l'administration moderne, la chefferie traditionnelle a exclusivement assuré la gestion des peuples, ce qui lui a permis d'accroître son importance en Afrique. Cependant, après les indépendances, les chefs traditionnels ont été relégués en arrière-plan par l'État moderne au nom du développement (Perrot, 2006). En Côte d'Ivoire, avant 2014, le souci de mieux affermir son autorité a conduit l'État à imposer des limites au pouvoir local où, désormais, les attributions des chefs traditionnels consistent essentiellement à servir de relais entre l'administration moderne et la population rurale (Kouadio, 2001).

L'État nouvellement indépendant s'est renforcé par le développement progressif de l'administration. La création des communes a vu apparaître les élus locaux (maires et députés), qui sont choisis par les populations et ont en charge la défense des intérêts de leurs mandants. À ces élus locaux s'ajoutent les représentants de l'administration.

Face à cette multiplication des centres de pouvoir au niveau local, il apparaît sans ambages que le pouvoir du chef traditionnel s'est fortement réduit. En plus de la perte de plusieurs prérogatives au profit de l'administration moderne, les chefs traditionnels fonctionnent non comme des décideurs politiques, mais plutôt comme des exécutants, des auxiliaires, des subordonnés de cette nouvelle administration (Koné, 2015).

Cependant, malgré les efforts de sensibilisation du gouvernement pour accroître le niveau de collaboration entre population et administration étatique locale, les habitants des villages continuent de privilégier la fréquentation de la chefferie traditionnelle dans nombre de situations. C'est d'ailleurs ce qui pousse les gouvernants et les élus locaux à régulièrement solliciter l'aide des chefs traditionnels pour faire passer certains messages.

De plus, les crises politiques successives et la fracture sociale qui s'en est suivie ont également entraîné le retour en force des institutions de leadership traditionnel (Sohuily, 2004). Les chefs traditionnels ne sont plus seulement l'apanage des villages. En ville, leur présence est de plus en plus remarquable sous le titre de « chefs de communautés ethniques ». Ici, le pouvoir détenu ne s'étend pas à toutes les personnes qui vivent dans la ville mais aux seuls ressortissants du groupe ethnique (Syddick, 2017). Les chefs traditionnels gèrent, à une échelle micro, la vie politique, sociale et financière. La pluralité des rôles joués concourt à accroître leur crédibilité et leur influence auprès des communautés. Cette influence est aussi reconnue par les autorités locales de l'administration moderne. Dans la plupart des villages, la disposition de la population à écouter les consignes nationales dépend du degré d'implication du chef traditionnel (Ciyow, 2020).

De plus, la nouvelle constitution ivoirienne adoptée en 2016 consacre la reconnaissance de la chefferie traditionnelle. À l'image du Ghana, la Côte d'Ivoire a procédé à la création d'une Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels (CNRCT). Cette institutionnalisation de la chefferie traditionnelle dans le système démocratique ivoirien signifierait aussi l'échec de l'option de la mise à l'écart des chefs traditionnelles qui avait été privilégiée après les indépendances. La nouvelle stratégie semble répondre au besoin de tirer parti de leur expérience de gestion de la communauté et de marquer aussi l'importance de leur apport dans la reconstruction du tissu social après plusieurs années de crises.

Cette interaction entre le pouvoir moderne et la chefferie traditionnelle suscite certaines interrogations. Aux yeux des Ivoiriens, quels rôles les chefs traditionnels jouent-ils encore aujourd'hui ? Conservent-ils toujours leur influence d'antan auprès de leurs concitoyens ? L'institutionnalisation de la chefferie traditionnelle, notamment par une chambre nationale, affecte-elle la crédibilité des autorités traditionnelles ?

Ce document examine plusieurs facteurs, au fil du temps et par rapport à d'autres pays de la sous-région, qui pourraient être associés à la perception et la légitimité de la chefferie traditionnelle, notamment la confiance, la corruption, la performance et l'influence dans la gouvernance et la politique.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 8 (2019/2021) couvrent 34 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Côte d'Ivoire, dirigée par le Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), a interviewé 1.200 adultes ivoiriens en novembre 2019. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Côte d'Ivoire en 2013, 2014 et 2017.

Résultats clés

- Plus de la moitié (56%) des Ivoiriens reconnaissent que les chefs traditionnels font « toujours » ou « souvent » de leur mieux pour les écouter.
- Deux tiers (66%) des citoyens font « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance » aux chefs traditionnels.
- Sept Ivoiriens sur 10 (69%) pensent que les chefs traditionnels cherchent ce qui est mieux pour les gens de leurs communautés alors que seulement 13% des citoyens considèrent qu'ils servent plutôt les intérêts des dirigeants au pouvoir.
- Seulement deux Ivoiriens sur 10 (22%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que les chefs traditionnels devraient donner des consignes de vote aux gens.
- Six citoyens ivoiriens sur 10 (60%) souhaitent que l'influence des chefs traditionnels dans la gouvernance locale augmente « un peu » ou « beaucoup ».
- Une comparaison de quatre pays de la sous-région suggère certains motifs :
 - Que les deux pays francophones (la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso), comparés aux deux pays anglophones (le Ghana et le Nigéria), ont une plus grande proportion de citoyens qui font confiance aux chefs traditionnels, qui soutiennent que les chefs traditionnels « cherchent plutôt ce qui est mieux » pour leurs communautés, et qui perçoivent une absence de corruption chez les autorités traditionnelles.
 - Qu'il n'y a pas de différences claires, sur ces questions de confiance, d'intérêts recherchés et de corruption, entre les deux pays qui disposent d'une chambre des chefs traditionnels (la Côte d'Ivoire et le Ghana) et les deux pays qui n'en ont pas (le Burkina Faso et le Nigéria).
- Depuis la création de la Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels en Côte d'Ivoire en 2014, la corruption perçue au sein de la chefferie traditionnelle et l'interaction citoyen-chef connaissent une augmentation, tandis que la confiance et l'évaluation de la performance des chefs ne révèlent pas de différences significatives.

Proximité avec la population

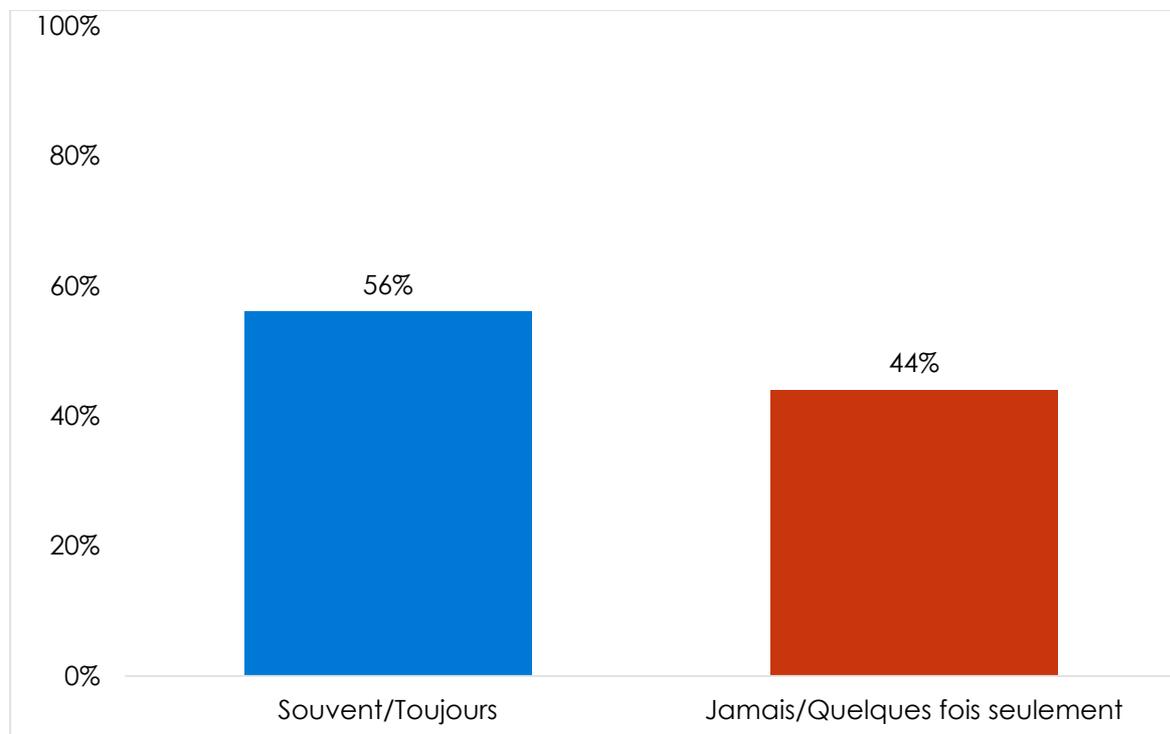
Afrobarometer a recueilli les observations des Ivoiriens relative à la confiance, à la performance, à la contribution à la démocratie, à l'influence dans la gouvernance de la communauté locale et à la corruption chez les chefs traditionnels. Tout d'abord, que pensent les citoyens des efforts d'écoute de leurs chefs traditionnels ?

Effort d'écoute

Plus de la moitié (56%) des Ivoiriens reconnaissent que les chefs traditionnels font « toujours » ou « souvent » de leur mieux d'écouter les préoccupations et les avis de leurs concitoyens. Cependant, pour 44%, les chefs traditionnels ne font que « quelques fois seulement » ou ne font « jamais » cet effort (Figure 1).

Malgré la logique qui situe les chefs traditionnels comme l'entité administrative la plus proche des populations, il faut noter que certains facteurs concourent à les éloigner de leurs communautés. En effet certaines chefferies font recours aux taxes prélevées sur certains commerces dans les villages comme une source de financement. La marge de manœuvre financière des chefs traditionnels est d'ailleurs généralement assez réduite, ce qui pousse certains à se ranger derrière un responsable politique ou un homme d'affaires de la région (Ciyow, 2020). Toutefois, avec l'institutionnalisation, près de 8.000 chefs coutumiers que compte la Côte d'Ivoire vont désormais bénéficier d'un budget de fonctionnement pour leur chambre (Tilouine, 2014).

Figure 1: Effort d'écoute par les chefs traditionnels | Côte d'Ivoire | 2019



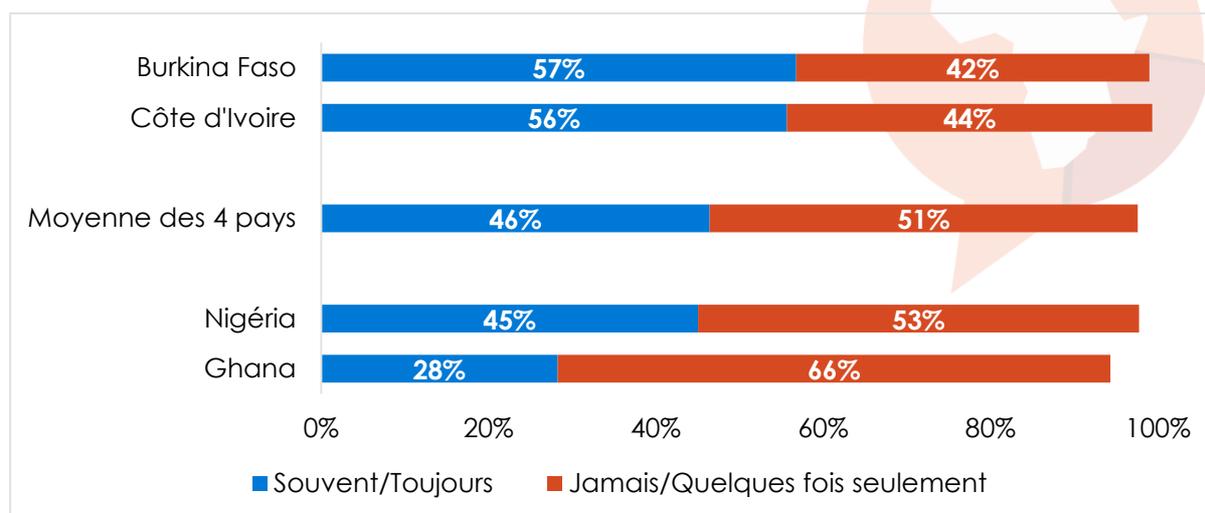
Question posée aux répondants : Combien de fois pensez-vous que les personnes suivantes font de leur mieux pour écouter : Les chefs traditionnels ?

Une comparaison avec trois autres pays de la sous-région nous permet de rechercher des différences, s'il y en a, entre pays francophones et anglophones, ainsi qu'entre deux pays qui disposent d'une chambre des chefs traditionnels et deux pays qui n'en ont pas.

On constate que les deux pays francophones ont une plus grande écoute des chefs traditionnels (56% en Côte d'Ivoire et 57% au Burkina Faso) comparés aux deux pays anglophones (28% au Ghana et 45% au Nigéria) (Figure 2).

Quant à l'aspect institutionnel, on ne remarque pas une différence cohérente entre les pays qui ont une chambre des chefs traditionnels et ceux qui n'ont pas une telle institution.

Figure 2: Effort d'écoute par les chefs traditionnels | 4 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants : Combien de fois pensez-vous que les personnes suivantes font de leur mieux pour écouter : Les chefs traditionnels ?

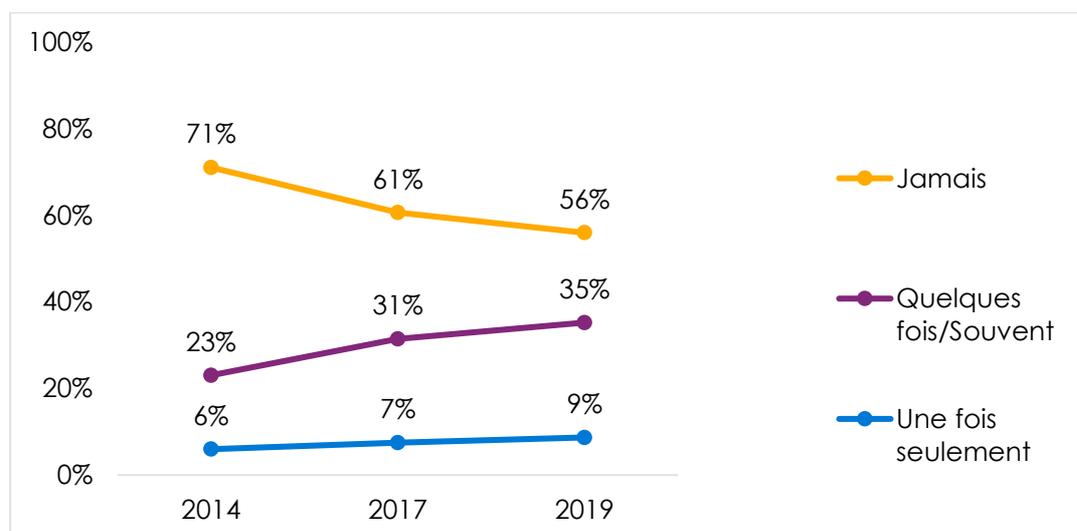
Accessibilité des chefs

En 2019, interrogés sur le nombre de rencontres qu'ils ont eu avec les chefs traditionnels au cours des 12 mois précédant cette étude, la majorité (56%) des Ivoiriens indiquent qu'ils n'ont « jamais » contacté la chefferie traditionnelle. Mais le pourcentage de ces derniers est en baisse constante depuis 2017, alors que celui des citoyens qui ont contacté la chefferie traditionnelle « une fois seulement », « quelques fois » ou « souvent » a fait un bond de 15 points entre 2014 et 2019, de 29% à 44% (Figure 3).

Cette progression, qui semble confirmer que les Ivoiriens se tournent de plus en plus vers les chefs traditionnels, coïncide avec l'existence de la CNRCT.

En effet, depuis sa création, les chefs traditionnels à travers cette chambre auraient multiplié les actions en direction des populations. L'on peut supposer que la CNRCT participe à une bonne visibilité du rôle de la chefferie traditionnelle qui semble séduire de plus en plus les citoyens.

Figure 3: Fréquence de contact avec les chefs traditionnels | Côte d'Ivoire | 2014-2019



Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une de ces personnalités : Un chef traditionnel ?

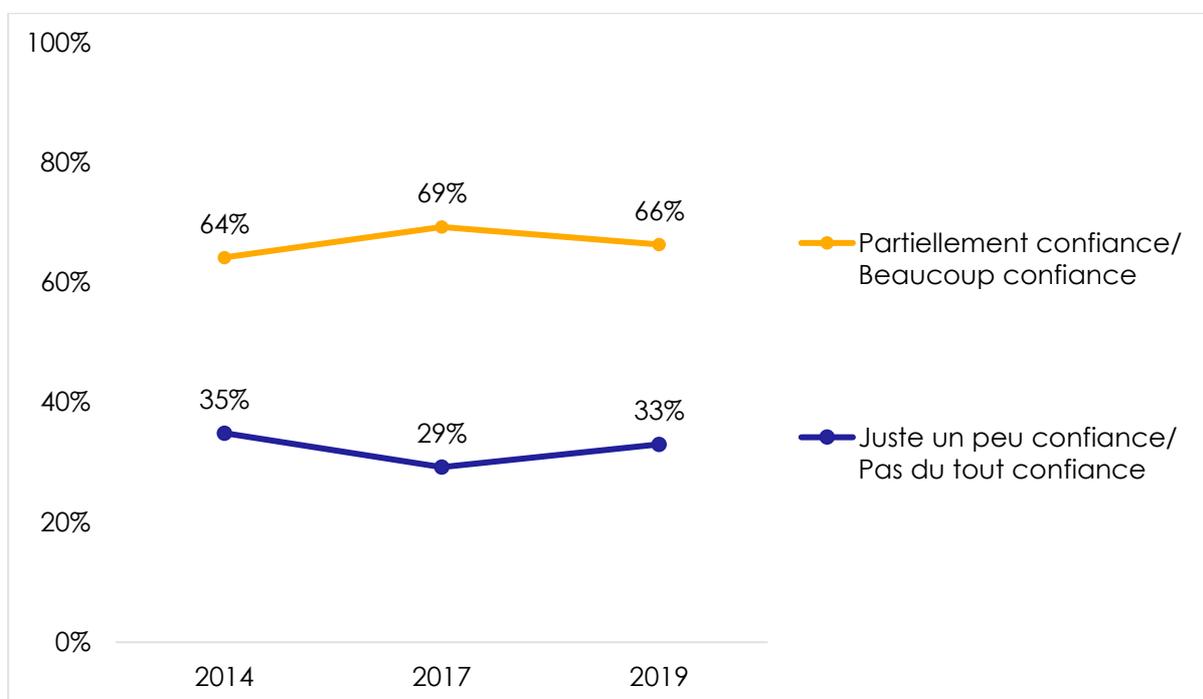
Crédibilité des chefs traditionnels

Confiance suscitée

Conformément à la charte de la Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels de Côte d'Ivoire, la création de cette institution devrait contribuer à la valorisation de la fonction d'autorité traditionnelle et à la promotion des us et coutumes ainsi que des idéaux de paix et de développement, ce qui devrait logiquement renforcer la confiance des populations envers les autorités traditionnelles.

En 2019, deux tiers (66%) des Ivoiriens interrogés avant la crise liée à la pandémie de la COVID-19 ont affirmé qu'ils font « partiellement » ou « beaucoup » confiance aux chefs traditionnels. Ce pourcentage est resté presque identique entre 2014 et 2019 avec toutefois un petit rebond en 2017, environ deux ans après la création de la CNRCT. Seul un tiers (33%) des Ivoiriens font « juste un peu confiance » ou « pas du tout confiance » aux chefs traditionnels. Cette dernière proportion connaît une progression après une baisse en 2017 (Figure 4). Ce qui laisse penser qu'un effet de la création de cette institution sur la confiance des citoyens envers la chefferie ne s'est pas inscrit dans la durée depuis 2014.

Figure 4: Confiance envers les chefs traditionnels | Côte d'Ivoire | 2014-2019



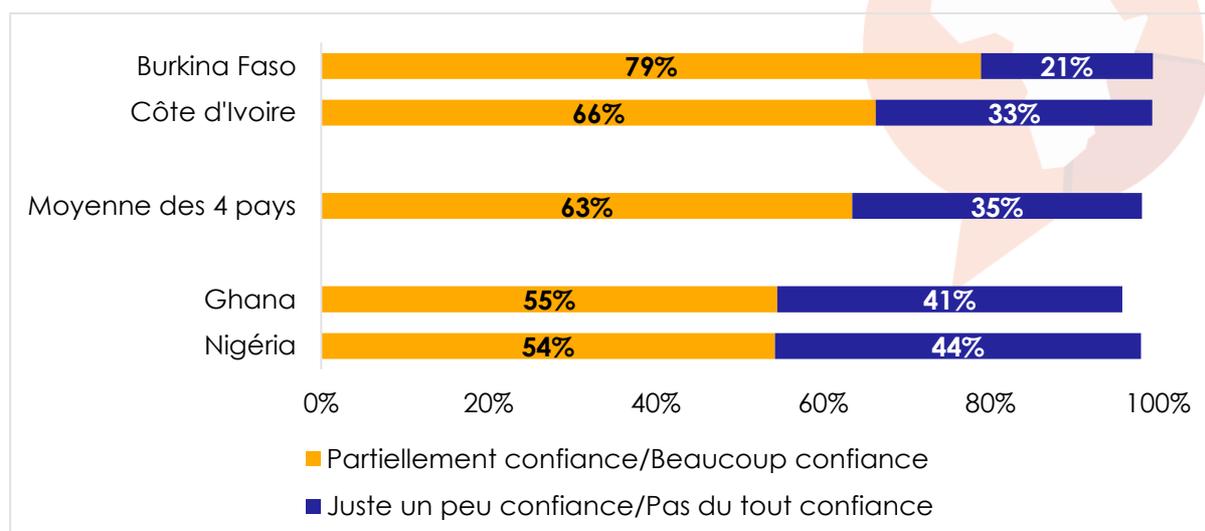
Question posée aux répondants : À quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les chefs traditionnels ?

Concernant les quatre pays de la sous-région, on remarque que les deux pays francophones ont une plus grande proportion de citoyens qui font « beaucoup confiance » ou « quelque peu confiance » aux chefs traditionnels (66% en Côte d'Ivoire et 79% au Burkina Faso) par rapport aux deux pays anglophones (55% au Ghana et 54% au Nigéria) (Figure 5).

Pour l'aspect institutionnel, il s'avère que les pays qui ont une chambre des chefs traditionnels (Côte d'Ivoire et Ghana) ne font pas de réelle différence par rapport aux pays qui n'en disposent pas (le Burkina Faso et Nigéria).

Les données suggèrent un lien plus probable entre la culture (représentée par la langue nationale parlée) et la confiance plutôt qu'entre l'institutionnalisation de la chefferie et la confiance.

Figure 5: Confiance envers les chefs traditionnels | 4 pays | 2019/2020

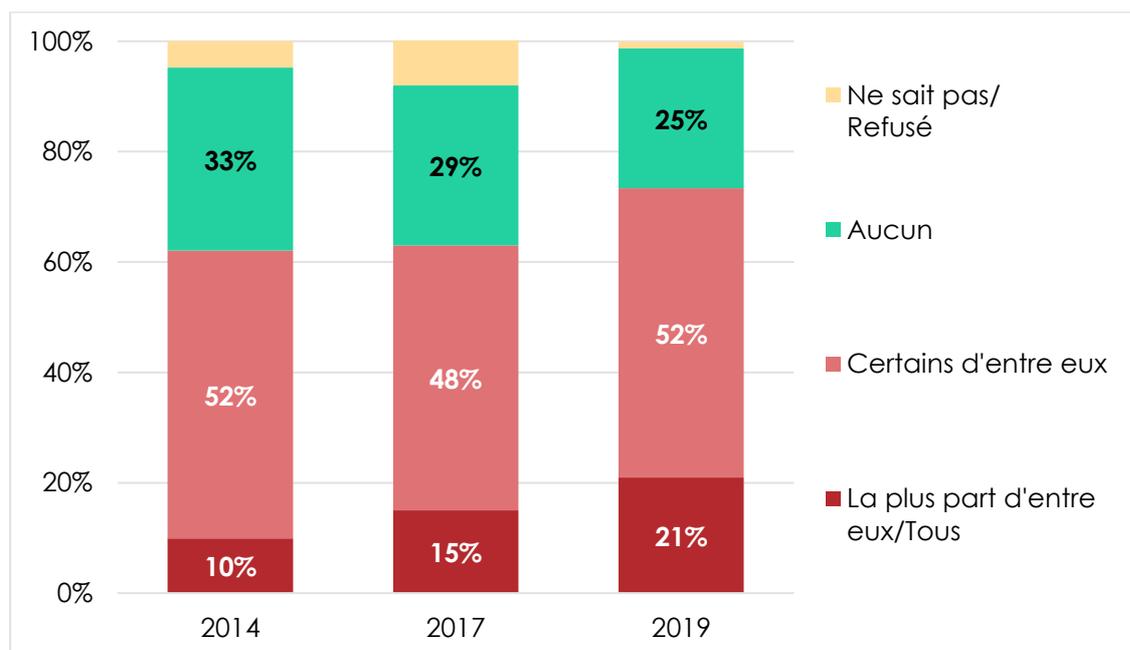


Question posée aux répondants : À quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les chefs traditionnels ?

La corruption chez les chefs traditionnels

La corruption touche presque toutes les couches de la société ivoirienne (Ouattara, 2020), même s'il faut relever que la chefferie traditionnelle présente un niveau de corruption perçue relativement faible par rapport aux leaders élus. Deux Ivoiriens sur 10 (21%) estiment que « la plupart » ou « tous » les chefs traditionnels sont corrompus, une augmentation de 11 points de pourcentage comparé à 2014 (10%). En 2019, seulement un quart (25%) des citoyens pensent qu'aucun chef traditionnel n'est corrompu, alors que la même position était partagée par 33% en 2014 (Figure 6).

Figure 6: Corruption au sein de la chefferie | Côte d'Ivoire | 2014-2019

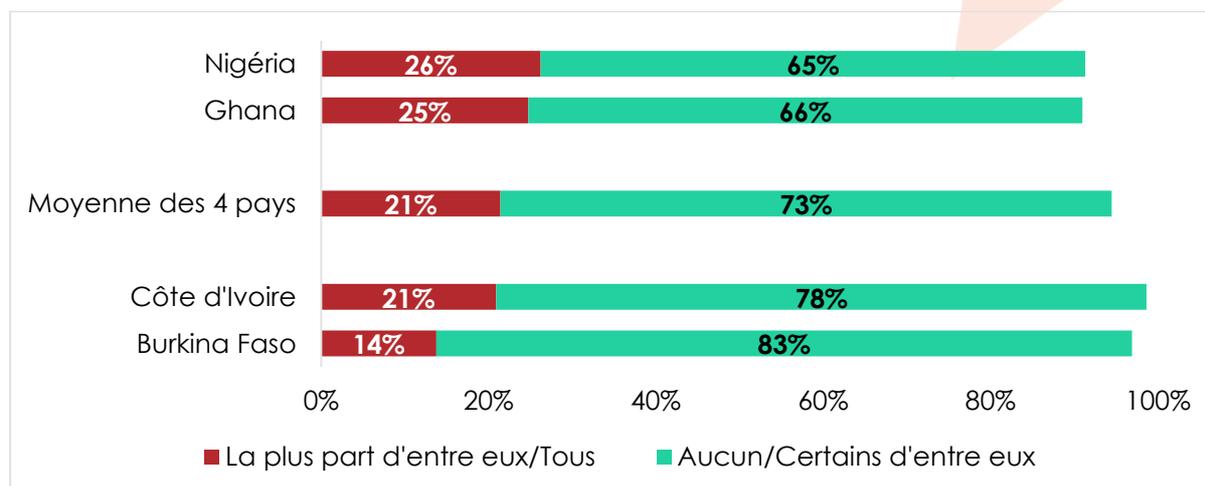


Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les chefs traditionnels ?

Au niveau des quatre pays de la sous-région, on constate que les deux pays francophones ont une proportion de corruption perçue sensiblement plus faible (21% « tous » ou « la plupart » en Côte d'Ivoire et 14% au Burkina Faso) que les deux pays anglophones (26% au Nigéria et 25% au Ghana) (Figure 7).

Quant à l'aspect institutionnel, on ne note pas de réelle différence.

Figure 7: Perception de la corruption des chefs traditionnels | 4 pays | 2019/2020

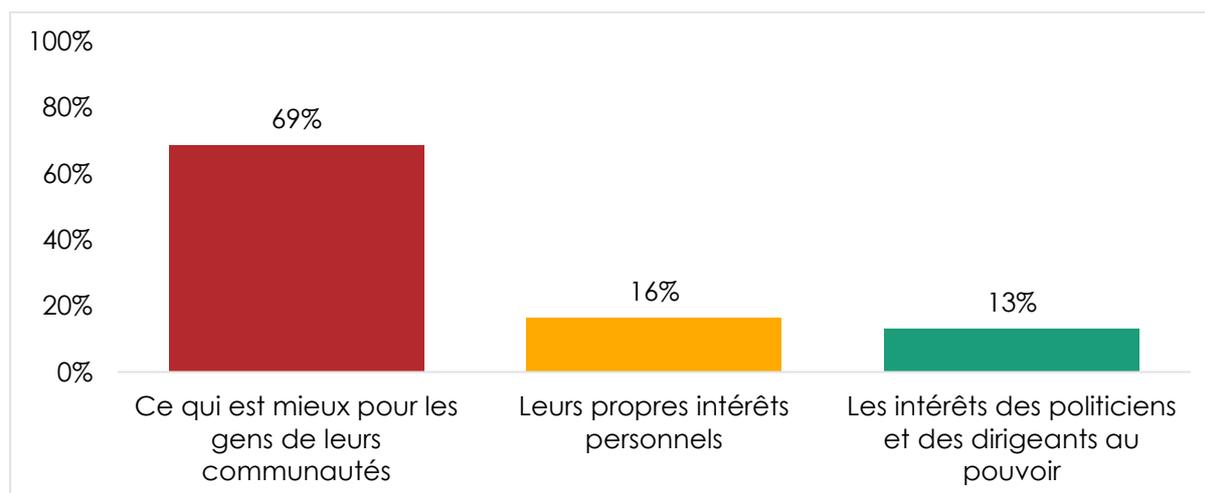


Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les chefs traditionnels ?

Intérêts poursuivis par les chefs traditionnels

Pour sept Ivoiriens sur 10 (69%), les chefs traditionnels cherchent ce qui est mieux pour les gens de leurs communautés. Seulement 13% considèrent qu'ils servent plutôt les intérêts des dirigeants au pouvoir, tandis que 16% estiment qu'ils défendent plutôt leurs propres intérêts (Figure 8).

Figure 8: Intérêts recherchés par les chefs traditionnels | Côte d'Ivoire | 2019



Question posée aux répondants : Laquelle des trois affirmations suivantes est la plus proche de votre propre opinion ?

Affirmation 1: Les chefs traditionnels cherchent plutôt ce qui est mieux pour les gens de leurs communautés.

Affirmation 2: Les chefs traditionnels servent plutôt les intérêts des politiciens et des dirigeants au pouvoir.

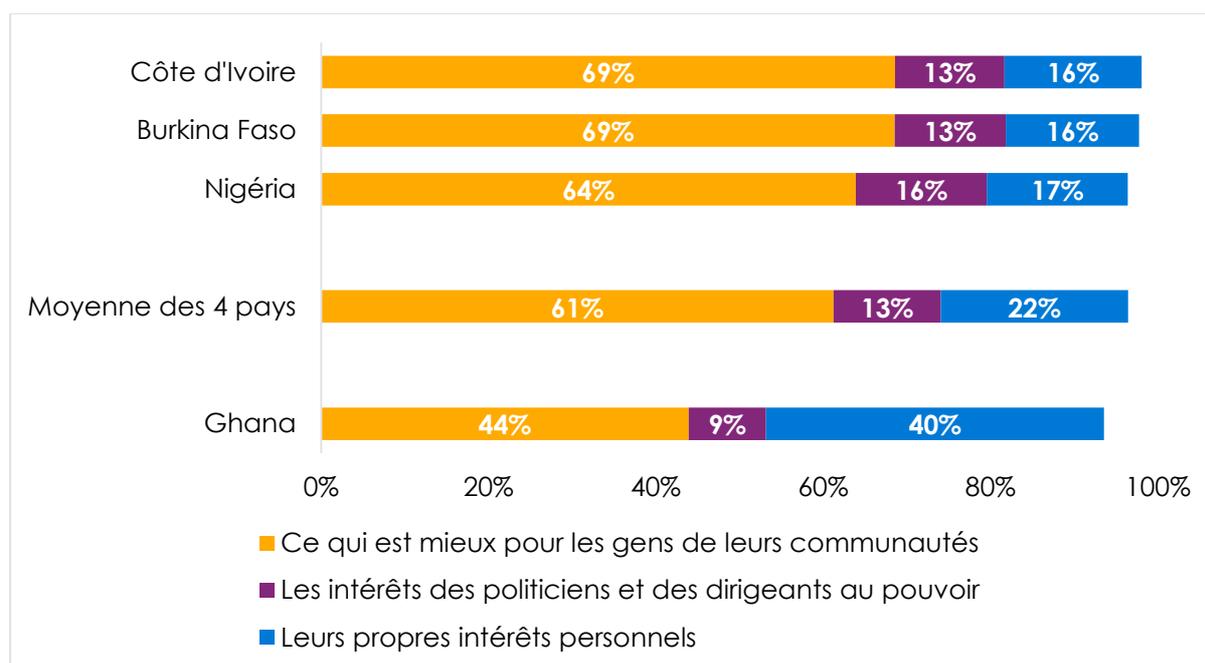
Affirmation 3: Les chefs traditionnels défendent plutôt leurs propres intérêts personnels.

Comparant les quatre pays, les proportions de citoyens qui soutiennent que les chefs traditionnels « cherchent plutôt ce qui est mieux » pour leurs communautés sont plus importantes dans les pays francophones (69% pour les deux) comparées aux deux pays anglophones (64% pour le Nigéria, 44% pour le Ghana) (Figure 9).

Quant à l'aspect institutionnel, les données ne permettent pas de supposer un lien entre la présence d'une chambre des chefs traditionnels et les intérêts poursuivis par les chefs traditionnels.

Concernant la proportion des citoyens qui affirment que « les chefs traditionnels servent plutôt les intérêts des politiciens et des dirigeants au pouvoir », elle est faible dans chacun des quatre pays.

Figure 9: Intérêts recherchés par les chefs traditionnels | 4 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants : Laquelle des trois affirmations suivantes est la plus proche de votre propre opinion ?

Affirmation 1 : Les chefs traditionnels cherchent plutôt ce qui est mieux pour les gens de leurs communautés.

Affirmation 2 : Les chefs traditionnels servent plutôt les intérêts des politiciens et des dirigeants au pouvoir.

Affirmation 3 : Les chefs traditionnels défendent plutôt leurs propres intérêts personnels.

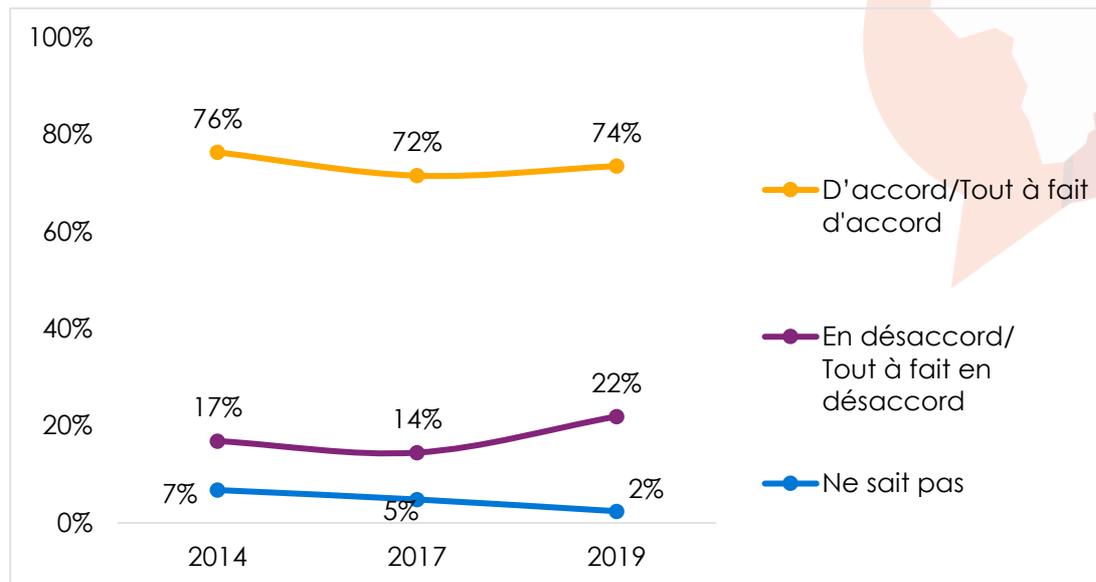
Performance des chefs

De 2014 à 2017, la proportion des Ivoiriens qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec la performance de leurs chefs traditionnels au cours des 12 derniers mois est restée importante et assez stable (74% en 2019), même si celle de ceux qui sont insatisfaits de cette performance a légèrement augmenté (Figure 10).

Par comparaison, on constate que les citoyens des deux pays francophones expriment plus de satisfaction de leurs chefs (82% au Burkina Faso, 74% en Côte d'Ivoire) que ceux des pays anglophones (63% au Nigéria, 50% au Ghana) (Figure 11).

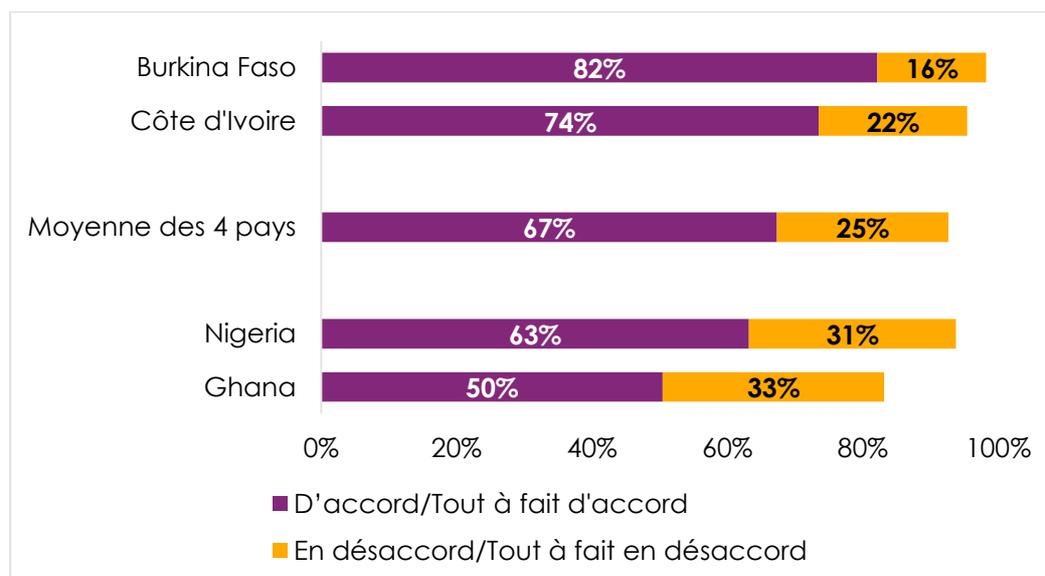
Concernant l'aspect institutionnel, les pays ne montrent pas de tendances différentes.

Figure 10: Performance des chefs traditionnels | Côte d'Ivoire | 2014-2019



Question posée aux répondants : Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Votre chef traditionnel ?

Figure 11: Performance des chefs traditionnels | 4 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants : Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Votre chef traditionnel ?

Influence politique

À l'issue des élections municipales de 2018, les résultats de Grand Bassam (ville inscrite au patrimoine culturel de l'UNESCO) proclamés par la commission électorale avaient fait l'objet de contestation entre pouvoir et opposition. Cette crise post-électorale locale a même valu une prise de position du roi des N'Zima en faveur du candidat du parti au pouvoir déclaré vainqueur par l'organe électoral. Contrairement à son intention d'apaiser les tensions, cette intervention du roi a suscité la colère d'une partie de la population et conduit à des manifestations qui ont nécessité une intervention des forces de l'ordre (VOA Afrique, 2018).

La loi portant statut des chefs traditionnels stipule que les rois et chefs traditionnels sont soumis aux obligations de neutralité, d'impartialité et de réserve. Cependant l'on a observé qu'à l'approche de l'élection présidentielle ivoirienne de 2020, plusieurs chefs traditionnels ont appelé à voter pour le président sortant.

Cette attitude observée chez les chefs traditionnels n'est pas nouvelle. En effet, elle avait déjà été observée sous l'ancien régime, qui avait fait une cour assidue à ces derniers en 2010. Le camp présidentiel d'alors et l'opposition avaient réussi à diviser ces chefs entre leurs deux camps (Union Européenne, 2010).

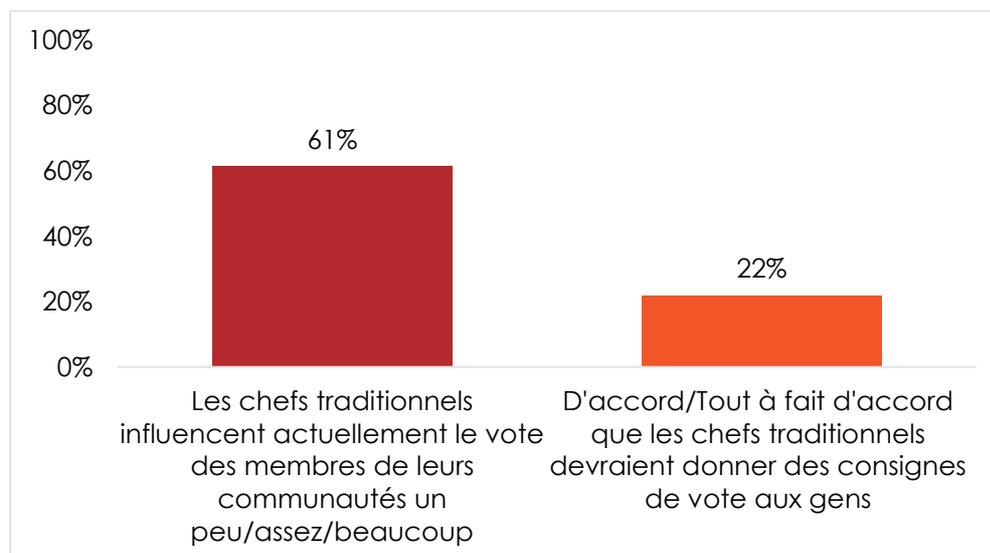
De ce fait, quels rôles les Ivoiriens souhaiteraient voir jouer leurs autorités traditionnelles dans le système politique ?

Consigne de vote

La majorité (61%) des Ivoiriens trouvent qu'actuellement les chefs traditionnels influencent « un peu », « assez » ou « beaucoup » le vote des membres de leur communauté (Figure 12). Cela pourrait expliquer les nombreux ballets de personnalités politiques chez les rois et chefs traditionnels (Konan, 2019).

Cependant, seulement environ deux citoyens sur 10 (22%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que les chefs traditionnels devraient donner des consignes de vote aux gens, tandis que les trois quarts (76%) préfèrent qu'ils restent en-dehors de la politique et laissent les gens décider eux-mêmes de comment voter.

Figure 12: Demande et offre de consignes de vote par les chefs traditionnels | Côte d'Ivoire | 2019



Questions posées aux répondants :

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les chefs traditionnels ont une meilleure compréhension des problèmes politiques que les gens ordinaires ; ils devraient donner des consignes de vote aux gens.

Affirmation 2 : Les chefs traditionnels devraient rester en-dehors de la politique et laisser les gens décider eux-mêmes de comment voter.

A quel point les chefs traditionnels influencent-ils actuellement chacun des domaines suivants : Le vote des membres de leurs communautés ?

Contribution à la démocratie

Les Ivoiriens accordent une grande importance à l'état de la démocratie dans leur pays et restent donc attentifs à tous les facteurs externes ou internes susceptibles de l'influencer (Yéo, Silwé, & Koné, 2020). Ainsi, la majorité (56%) des citoyens pensent que malgré la non-élection des chefs traditionnels, ces derniers « renforcent la démocratie ». Seulement 6%

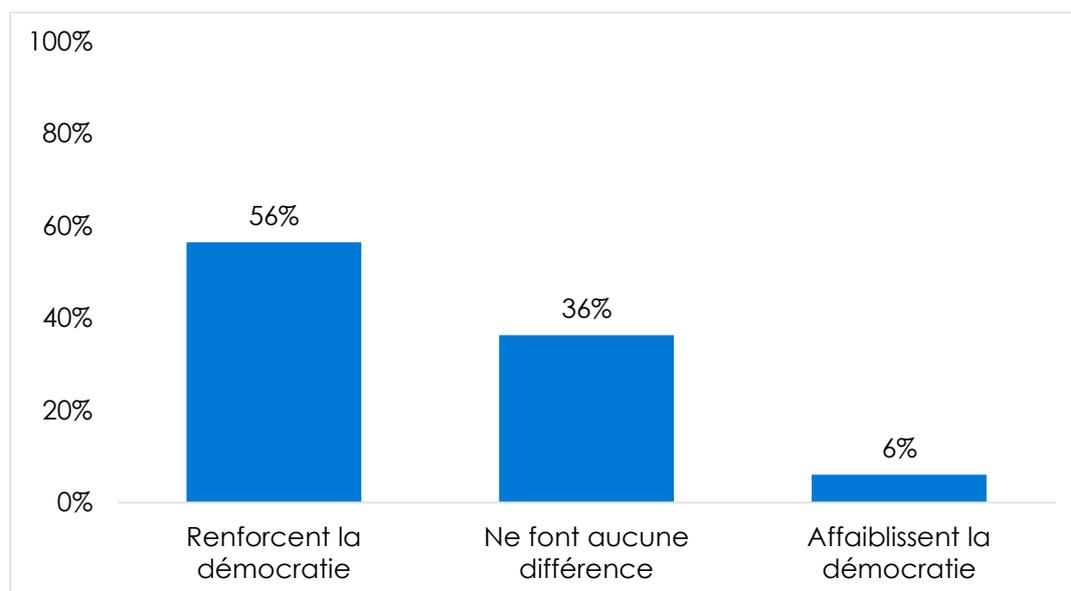
trouvent que les chefs traditionnels affaiblissent la démocratie, et 36% estiment qu'ils « ne font aucune différence » en ce qui concerne la démocratie (Figure 13).

Toutefois, l'on constate que dans certains villages de l'Ouest montagneux ivoirien, la crise militaro-politique a entraîné des bouleversements dans les mécanismes de désignation des chefs. En effet, cette crise, ayant contraint de nombreux chefs à quitter leur terroir, a induit un vide de gouvernance dans des localités. Dans certains villages du District des Montagnes, des personnes restées sur place pendant la crise se sont elles-mêmes imposées comme chefs quand elles ne l'ont pas été par des acteurs comme les commandements militaires dans la zone (Indigo Côte d'Ivoire & Interpeace, 2018).

Avec le retour graduel à la normalisation de la vie sociopolitique locale, de tensions fortes sont nées entre les anciens chefs retournés et les nouvelles autorités en place. Ces tensions ont poussé à la mise en place de modalités nouvelles de désignation du chef dont la plus courante est l'élection. Il s'agit d'assurer au chef une légitimité nouvelle que l'hérédité ou la possession de qualités naturelles de chef (autonomie financière, sens de la responsabilité, etc.) ne suffisent plus à garantir (Indigo Côte d'Ivoire & Interpeace, 2018).

Si l'élection est le meilleur moyen de légitimation des pouvoirs locaux, elle reste source de tensions dans de nombreux villages, les règles du jeu démocratique n'étant pas toujours comprises et admises de façon consensuelle par tous.

Figure 13: Soutien à la démocratie | Côte d'Ivoire | 2019



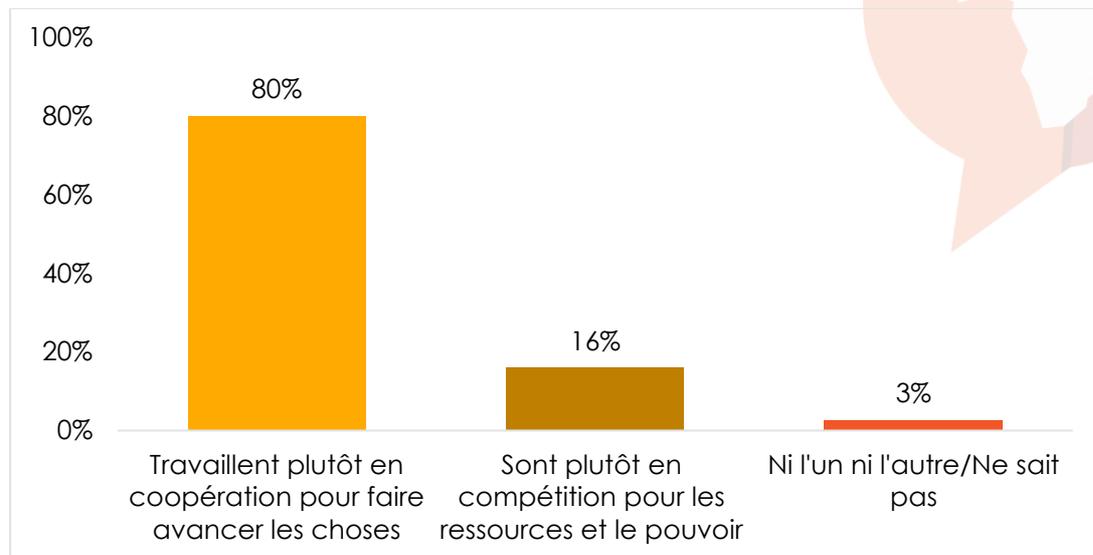
Question posée aux répondants : Certaines personnes pensent que puisque les chefs traditionnels ne sont pas élus, ils sont mauvais pour la démocratie, mais d'autres au contraire pensent qu'ils peuvent mieux faire fonctionner la démocratie. Et vous ? Pensez-vous que les chefs traditionnels renforcent la démocratie, l'affaiblissent, ou ne font aucune différence ?

Influence dans la gestion locale

Type de collaboration entre les chefs traditionnels et les élus

Huit Ivoiriens sur 10 (80%) croient que les chefs traditionnels travaillent plutôt en coopération avec les dirigeants élus pour faire avancer les choses tandis que seulement 16% soutiennent que les chefs traditionnels sont plutôt en compétition avec les dirigeants élus pour les ressources, le pouvoir et l'influence (Figure 14).

Figure 14 : Chefs traditionnels et élus : Coopération ou compétition ? | Côte d'Ivoire | 2019



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1: Les chefs traditionnels sont plutôt en compétition avec les dirigeants élus pour les ressources, le pouvoir et l'influence.

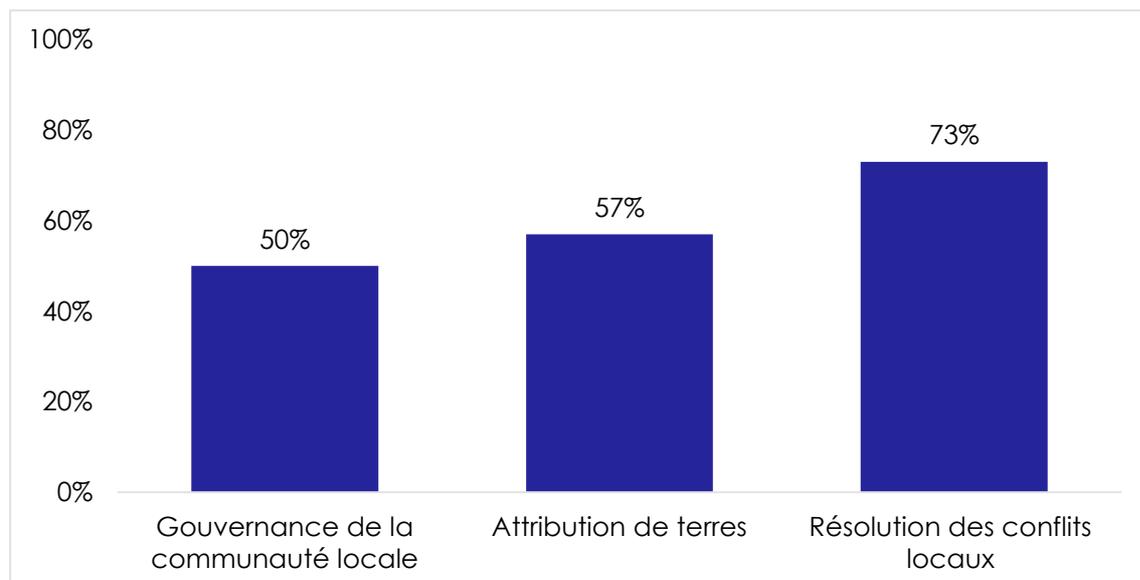
Affirmation 2: Les chefs traditionnels travaillent plutôt en coopération avec les dirigeants élus pour faire avancer les choses.

(% « d'accord » ou « Tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Domaines d'influence

Tandis que juste la moitié (50%) des Ivoiriens pensent que les chefs traditionnels ont « assez » ou « beaucoup » d'influence dans la gouvernance des communautés locales en général, ils sont majoritaires à percevoir leur influence dans l'attribution de terres (57%) et surtout dans la résolution des conflits locaux (73%) (Figure 15).

Figure 15: Influence des chefs traditionnels | Côte d'Ivoire | 2019



Questions posées aux répondants : A quel point les chefs traditionnels influencent-ils actuellement chacun des domaines suivants : La gouvernance de votre communauté locale ? L'attribution de terres ? La résolution des conflits locaux ?

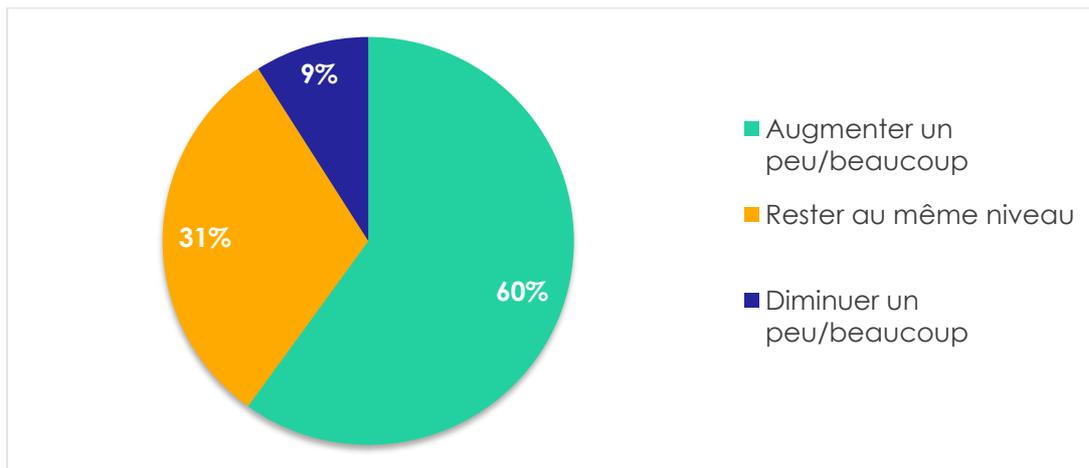
La perception de l'influence dans le domaine des conflits pourrait expliquer l'implication des chefs traditionnels dans la recherche des solutions à la crise politico-militaire qu'a connue la Côte d'Ivoire. Mais l'on observe que l'implication de ces derniers et l'usage des mécanismes traditionnels de gestion des conflits n'ont pas permis d'obtenir la paix sociale au niveau national. Celle-ci n'a d'ailleurs été obtenue qu'à la suite de la signature de l'accord politique de Ouagadougou en 2007.

En effet, le conflit ivoirien impliquait à la fois des intérêts locaux, nationaux et internationaux (Niagalé & Fahiraman, 2017), ce qui le rendait plus complexe et nécessitait d'autres mécanismes de gestion que ceux essentiellement communautaires défendus par les chefs traditionnels. Ainsi donc, si l'efficacité des chefs traditionnels est démontrée dans la résolution des conflits locaux, celle-ci n'est cependant pas avérée lorsque le conflit est national et alimenté par de multiples intérêts.

Niveau approprié d'influence

Six citoyens sur 10 (60%) souhaitent que l'influence des chefs traditionnels dans la gouvernance locale augmente « un peu » ou « beaucoup », tandis que 31% jugent que cette influence devrait garder son niveau actuel. Juste 9% préfèrent que les chefs traditionnels aient moins d'influence (Figure 16).

Figure 16: Influence des chefs traditionnels devrait-elle augmenter ou diminuer ?
| Côte d'Ivoire | 2019



Question posée aux répondants : Pensez-vous que l'influence des chefs traditionnels dans la gouvernance de votre communauté locale devrait augmenter, rester au même niveau, ou diminuer ?

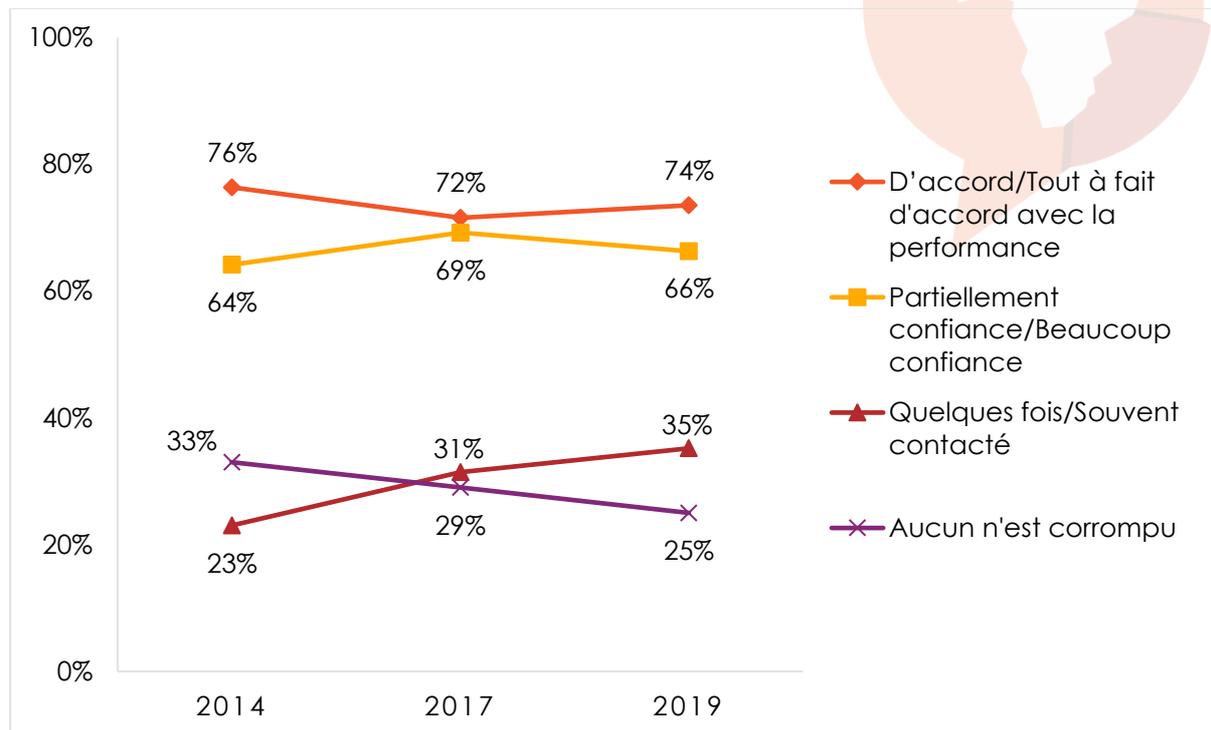
Evolution des indicateurs sur les chefs traditionnels depuis la création de la CNRCT

Les courbes dans la Figure 17 mettent en évidence l'évolution des indicateurs sur les chefs traditionnels en Côte d'Ivoire depuis 2014, l'année de création de la Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels. Ils nous interrogent également sur l'effet de cette institution au sein de la société ivoirienne.

Pour l'indicateur de corruption, la perception que « aucun » des chefs traditionnels ivoiriens n'est corrompu connaît une chute de 8 points depuis la création de la CNRCT. Cela survient dans un contexte d'augmentation de 12 points du nombre d'Ivoiriens qui ont eu « quelques fois » ou « souvent » des contacts avec leur chef traditionnel.

Quant aux indicateurs de la confiance et de la performance, ils ne révèlent pas de différences significatives, ce qui laisse supposer qu'ils évolueraient de façon stable, et à des niveaux assez élevés, depuis la création de la CNRCT.

Figure 17: Evolution des indicateurs sur les chefs traditionnels | Côte d'Ivoire
| 2014-2019



Questions posées aux répondants :

- Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Votre chef traditionnel ?
- À quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les chefs traditionnels ?
- Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités : Un chef traditionnel ?
- Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Les chefs traditionnels ?

Conclusion

Les données de cette étude confirment le rôle important des chefs traditionnels au sein de la société ivoirienne. Les autorités traditionnelles jouissent d'une confiance stable auprès de leurs concitoyens, d'une grande influence dans la résolution des conflits et de l'augmentation des contacts avec la population. Cependant, malgré la reconnaissance de l'effort d'écoute et de l'influence de ces derniers sur le vote des membres de leurs communautés, très peu d'Ivoiriens souhaitent les voir donner des consignes de vote.

La double comparaison croisée de quatre pays de la sous-région suggère un effet plus probable de la culture que de l'institutionnalisation de la chefferie traditionnelle dans les pays. La mise en rapport de cette comparaison avec l'évolution de 2014 à 2019 de quatre indicateurs dans le contexte ivoirien montre que l'institutionnalisation de la chefferie traditionnelle n'a jusque-là produit que des résultats mitigés.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Ciyow, Y. (2020). En Côte d'Ivoire, les chefs traditionnels, plus convaincants que les fonctionnaires. Le Monde Afrique. 20 avril.
- Indigo Côte d'Ivoire & Interpeace. (2018). « L'étranger ne peut pas venir se cacher derrière une termitière et vouloir que sa tête la dépasse » : Analyse locale des risques et opportunités pour la cohésion sociale à l'Ouest de la Côte d'Ivoire.
- Konan, S. (2019). Côte d'Ivoire : Ouattara courtise les chefs traditionnels à un an de la présidentielle. Jeune Afrique.
- Koné, G. (2015). La chefferie traditionnelle sénoufo-niarafolo sous la série de crises sociopolitiques dans le nord de la Côte d'Ivoire. *Kasa Bya Kasa : Revue Ivoirienne d'anthropologie et de Sociologie*, 30. http://revues-ufhb-ci.org/fichiers/FICHIR_ARTICLE_736.pdf
- Kouadio, N. (2001). Recherche sur l'exercice du pouvoir local en Côte d'Ivoire. Centre Africain de Formation et de Recherche Administrative pour le Développement (CAFRAD).
- Niagalé, B., & Fahiraman, R. (2017). Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits en Afrique subsaharienne. Rapport de Recherche No. 2, Centre FrancoPaix en Résolution des Conflits et Missions de Paix.
- Ouattara, O. (2020). Corruption: Malgré le cadre juridique, peu d'impact. Fratmat.info.
- Perrot, C.-H. (2006). Chefs traditionnels : Le cas du sud-est de la Côte d'Ivoire. *Afrique Contemporaine*, 217, 173-184.
- Sohuily, A. (2004). La survivance des autorités traditionnelles dans la république : L'exemple des rois et des chefs. *Actualité Juridique*, 42, 24-39.
- Syddick, A. (2017.) Bouaké les chefs de communauté prêts à défendre les idéologies du président Ouattara. L'intelligent d'Abidjan <https://www.lintelligentdabidjan.info/news/bouake-les-chefs-de-communaute-prets-a-defendre-les-ideologies-du-president-ouattara>.
- Tilouine, J. (2014). Côte d'Ivoire : La voix royale des chefs coutumiers. Jeune Afrique.
- Union Européenne. (2010). Côte d'Ivoire : Rapport final : Election présidentielle 31 octobre – 28 novembre 2010. Mission d'observation électorale.
- VOA Afrique. (2018). Opération de com' pour le roi de Grand Bassam contesté. 1 novembre.
- Yéo, P. A., Silwé, K. S., & Koné, J. (2020). Démocratie en Côte d'Ivoire: Mythe ou réalité? Document de Politique No. 64 d'Afrobarometer.

AFRO BAROMETER

Donner une voix au peuple



Wohi Innocent Flan est doctorant à l'Université Alassane Ouattara et assistant de recherche au Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI) à Abidjan. Email: innocent.flan@yahoo.fr.

Kaphalo Ségorbah Silwé est directeur exécutif du CREFDI. Email : segorbah7@gmail.com.

Joseph Koné est chargé des finances et associé de recherche au CREFDI.

Afrobarometer, organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne près de l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Vos dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou à contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter notre site internet à www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications avec **#VoicesAfrica**.



Photo de couverture: Adaptée d'une photo de USAID.



Contact: innocent.flan@yahoo.fr;

segorbah7@gmail.com

spiderone0@gmail.com